

Mémoire

sur la mise sur pied de

l'Association pour une

Solidarité

Syndicale

Étudiante

Par la

SOciété Générale des Étudiantes et des Étudiants

du COLLège de Maisonneuve (SOGÉÉCOM)

Rédigé pour le Congrès de Fondation (février 2001)

Table des matières

Introduction	3
1. Le syndicalisme étudiant dans l’histoire	4
1.1 La Charte de Grenoble.....	5
1.2 Le syndicalisme étudiant au Québec (1961-1996).....	6
1.3 Pourquoi le syndicalisme de combat en milieu étudiant.....	14
2. Contexte actuel dans le mouvement étudiant québécois	17
2.1 Démobilisation au niveau étudiant et dans la société	17
2.2. Le corporatisme et la concertation en milieu étudiant	21
2.3 Les problèmes du MDE en tant qu’alternative	25
3. L’importance d’une nouvelle organisation	28
3.1 L’incapacité des organisations en place à regrouper les étudiant-e-s	29
3.2 Pallier les problèmes actuels.....	31
3.3. Conjoncture mobilisante idéale	33
Conclusion.....	35
Bibliographie	37

Introduction

Depuis la première révolution industrielle, accompagnée de l'émergence du prolétariat, il existe ce que Marx décrit comme l'antagonisme de classes¹. Cette opposition d'intérêts s'explique par la motivation des patrons à faire du profit, et celle des employé-e-s à vendre leur force de travail pour les meilleures conditions de vie possibles. C'est précisément cet antagonisme qui a mené à la création d'unions et de syndicats, pour créer un rapport de force, dans le but de défendre les droits et les intérêts de la classe ouvrière. Les premiers syndicats étaient très peu portés à jouer un rôle politique dans la société, mais plutôt à défendre uniquement leurs membres, sans se préoccuper des autres luttes omniprésentes dans plusieurs milieux. C'est avec l'abandon de ce caractère corporatiste que plusieurs organisations ont pris conscience de leur rôle à l'intérieur de la société. Dans cette optique, plusieurs centrales syndicales ont vu le jour, pour regrouper plusieurs de ces corporations, et ainsi avoir un poids beaucoup plus grand face aux parties patronales. Ce n'est d'ailleurs qu'avec ce rapport de force plus égalitaire qu'on remarque les plus grands gains sociaux.

À l'intérieur même du syndicalisme, on remarque certaines tendances très différentes, que nous résumerons en trois groupes. En premier lieu, le syndicalisme de combat, qui représente une forme plus radicale² de défense de droits et d'intérêts. Cette tendance syndicale s'inscrit dans l'antagonisme de classes, en prônant donc l'établissement d'un rapport de force avant toute négociation. Il y a ensuite le syndicalisme d'affaires, qui concentre une bonne part de ses énergies sur les services aux membres, dans le but de

¹ MARX, Karl et ENGELS, Friedrich. Manifeste du Parti communiste. Paris: Éditions Mille et une nuits, 1994. 77p.

² Le mot radical, ici comme dans le reste du texte, est utilisé selon son sens premier, c'est-à-dire faisant référence à la racine du problème.

faciliter leurs vies au quotidien. Aussi, les organisations de ce type ont une approche de collaboration avec le parti patronal, en ne se préoccupant pas du concept de classes sociales différentes. Finalement, la dernière tendance pourrait être définie comme le syndicalisme jaune, c'est-à-dire créer par et pour la partie patronale, dans un but purement utilitariste, et ce principalement en guise de façade.

Étant donné que le mouvement ouvrier et le mouvement étudiant comportent plusieurs ressemblances, il paraissait important d'expliquer les origines et les buts du syndicalisme. C'est aussi dans une perspective historique et sociologique que nous étudierons la situation, les problèmes et les solutions possibles du syndicalisme étudiant. Tout d'abord, nous nous pencherons sur l'histoire de ce syndicalisme, en voyant d'où il vient, ce qu'il a amené et selon quelles structures. Ensuite, nous examinerons le contexte actuel du mouvement étudiant, mais surtout les problèmes auxquels il fait face. L'aboutissement de cet ouvrage peut paraître prévisible: il traitera des solutions possibles et souhaitables, c'est-à-dire de l'importance d'une nouvelle organisation de type syndical dans le paysage québécois actuel.

1. Le syndicalisme étudiant dans l'histoire³

Avant la Deuxième guerre mondiale, il existait plusieurs associations étudiantes, mais elles ne jouaient pas un grand rôle au plan politique. En effet, ces organisations

revêtaient un caractère corporatiste en n'offrant que des services à leurs membres, sans jamais adopter une ligne précise. Par exemple, l'UNEF (Union National des Étudiants de France) était déjà en place au moment de l'occupation allemande, mais mis à part certains textes implicites, elle ne s'est pas positionnée sur la situation avant 1944⁴. Ce n'est qu'à partir de cette date qu'elle appuie ouvertement la Résistance et qu'elle lutte contre la privation de liberté. C'est alors, suite à la guerre, que les étudiant-e-s montrent un désir de s'organiser sur des bases syndicales, dans le but de prendre la place qui leur revient au sein de la société.

1.1 La Charte de Grenoble

Ce n'est que deux ans plus tard, en 1946, que les étudiant-e-s français-e-s réuni-e-s à Grenoble adoptent la *Charte de Grenoble* (en annexe), qui pose clairement les bases du syndicalisme étudiant⁵. L'article 1 de ce document est le plus important, car il stipule que «L'étudiant est un jeune travailleur intellectuel.» Les six autres articles définissent les droits et devoirs de l'étudiant en tant que *jeune* (art. 2 et 3), en tant que *travailleur* (art. 4 et 5) et en tant qu'*intellectuel* (art. 6 et 7). La nouvelle direction de l'UNEF, plus à gauche, s'est d'ailleurs inspirée de la *Charte d'Amiens* de 1906 pour écrire cette déclaration historique. Dès lors, l'UNEF est définie comme un syndicat qui doit défendre les droits et les intérêts des étudiant-e-s, tant au plan individuel que collectif. Rappelons que tant le contenu de la Charte que le terme «syndicalisme» marquent un rapprochement entre les étudiant-e-s et le mouvement ouvrier.

³ Il faut spécifier, d'entrée de jeu, que l'ensemble de la première partie, ou presque, relate les faits tels qu'ils sont décrits dans les lectures de l'auteur. Les rares moments de prise de position sont marqués par l'utilisation de la première personne du singulier.

⁴ SYNDICAT ÉTUDIANT UNITAIRE ET LAÏQUE. *Bases fondamentales du syndicalisme étudiant*, [En ligne]. Adresse URL: http://www.seul.asso.fr/publication/publications_accueil.html

1.2 Le syndicalisme étudiant au Québec (1961-1996)

Pour ce qui est du cas québécois, il faut spécifier que la notion de syndicalisme étudiant n'apparaît que dans les années 60⁶. Il est évidemment fortement inspiré par l'expérience française, comme en témoigne l'adhésion, en 1961, de l'AGEUM (Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal) aux principes de la *Charte de Grenoble*⁷. La seule préoccupation des associations étudiantes, avant ce moment, était de faire des campagnes de financement pour organiser des activités scolaires, sportives ou culturelles⁸. Le mouvement étudiant au Québec a été marqué par un important virage du corporatisme au syndicalisme, comme la France quinze ans plus tôt. Pour montrer ce renversement radical, «on peut faire remarquer, avec un peu d'ironie, qu'encore [à l'époque] l'AGEUM [était] incorporée en tant que club récréatif.»⁹ D'ailleurs, le contexte historique était on ne peut plus propice au changement, car ce virage s'est opéré au début de la Révolution tranquille, suite au régime Duplessis.

Au moment de cette réorientation du mouvement étudiant, il n'y avait aucune structure permettant de regrouper les différentes associations au niveau national¹⁰. Cela n'empêche pas la population étudiante de s'impliquer dans les autres luttes sociales. Elle se joint donc au combat pour la création d'un réseau public d'éducation, tout en appuyant activement les causes ouvrières, raciales, féministes et nationalistes. Cette époque est reconnue pour la prise de conscience massive de la population, en ce qui a trait à son rôle

⁵ Aucune information n'a pu être trouvée sur l'organisation des étudiant-e-s au sein des syndicats des autres régions du monde, ce qui laisse supposer que le mouvement étudiant français ait été le premier à le faire.

⁶ BÉLANGER, Pierre. Le mouvement étudiant québécois: son passé, ses revendications et ses luttes.

Montréal, ANEQ, 1984. p.7

⁷ *Idem*

⁸ *Ibid.* p.8

⁹ MC ANDREW, Machael. «Le syndicalisme étudiant québécois», Parti Pris, vol. 2, no 6 (février 1965).

¹⁰ Historiquement, dans le jargon étudiant québécois, le terme «national» ne désigne que le territoire provincial.

social. Dans cette ligne de pensée, les services aux membres autrefois corporatistes sont remplacés par d'autres à caractère plus politique, comme les centres de photocopie, les centres de documentation ou la rédaction de griefs. Les étudiant-e-s ont alors remarqué la nécessité de s'organiser sur une base commune, pour se munir d'un rapport de force envers le nouveau patron de l'éducation: l'État. En effet, suite au rapport Parent, le gouvernement du Québec adopte en 1964 le bill 60, qui conduit à la création du ministère de l'Éducation. Ce rapport marqua un point décisif dans l'histoire, car il préconise un réseau d'éducation public, gratuit et de qualité. Il s'agira par la suite d'une des principales revendications de base du syndicalisme étudiant.

Il faut attendre à cette même année pour que l'UGEQ (Union Générale des Étudiants du Québec) voit le jour, et devienne ainsi devenir la première centrale syndicale étudiante dans l'histoire du Québec. Après seulement un an d'existence, cette organisation compte déjà environ 55 000 membres sur l'ensemble du Québec¹¹. L'UGEQ sert d'ailleurs de courroie de transmission pour la première grande mobilisation étudiante, qui amène à la grève de 1968¹². C'est aussi suite à ce débrayage que le syndicalisme étudiant connaît sa première crise. Perçue comme un échec par les militant-e-s, cette grève entraîna une grande remise en question de l'orientation du mouvement étudiant¹³. L'UGEQ et les Associations Générales des Étudiants d'institutions (AGE) sont les principales cibles des attaques, ce qui explique la dissolution des syndicats locaux, et, sous peu, la mort de l'Union générale. C'est donc en 1968 qu'on peut déclarer le syndicalisme étudiant cliniquement mort, temporairement du moins, car les militant-e-s se regroupent surtout en groupes affinitaires

¹¹ BÉLANGER, Pierre. *Op cit.*, p.8

¹² Nous reviendrons aux grèves générales du Québec, ainsi qu'à leurs résultats, au point suivant (1.3).

et en comités d'actions politiques (CAP). Il y a aussi, vers 1973, certaines organisations politiques de masse (OPM) qui tentent de prendre le relais, mais sans résultat concluant. L'auteur se permet d'amener ici une certaine nuance, car le Québec a été secoué par une profonde crise en 1970. Il est donc normal, de 1968 à 1971, de ne pas assister à des mouvements de masse sur les questions étudiantes. La majorité des militant-e-s étaient aussi préoccupé-e-s par plusieurs autres enjeux sociaux, ce qui peut expliquer un certain relâchement au plan de l'éducation.

Dans les faits, ce n'est qu'en 1974 que les étudiant-e-s réaffirment leur volonté d'unir leurs forces contre les tests d'aptitudes aux études universitaires (TAEU). Une large coalition est alors formée, et déclenche une deuxième grève générale pour s'opposer à ces tests de quotient intellectuel déguisés. C'est aussi pendant cette mobilisation que s'organisent les bases de l'Association Nationale des Étudiants du Québec (ANEQ), qui a été la plus importante organisation syndicale étudiante dans notre société. En effet, c'est celle qui a regroupé le plus grand nombre de membres et qui s'est maintenue le plus longtemps en place, malgré de graves et nombreux problèmes à l'interne.

Cette organisation nationale mérite d'être étudiée de près, car elle illustre bien la majorité des problèmes que peut susciter un regroupement syndical de grande envergure. La première vague de problèmes au sein de l'ANEQ peut être décrite comme étant de «régie interne». Il s'agit de divergences idéologiques entre les différentes factions de la gauche, tant au niveau de la base qu'à l'intérieur des instances de l'association. Comme on le sait, les années 70 ont été caractérisées par un niveau de politisation élevé ainsi que par une forte opposition à la droite dans la société. C'est donc dans cet esprit que les

¹³ Cette perception, comme il est expliqué en 1.3, est toutefois très discutable.

marxistes-léninistes, trotskistes, réformistes, libertaires, nationalistes et autres, se sont livrés la guerre pour que leur idéologie respective soit dominante au sein de la direction de l'ANEQ. Il s'agit ni plus ni moins, avec le recul de l'auteur, d'une lutte de pouvoir sectaire, qui amena des tensions inimaginables et des histoires dignes de la guerre des motards. Par exemple, en 1976, alors que le Parti Communiste du Canada (marxiste-léniniste) - PCC(ml) - contrôlait le Conseil central et le Conseil exécutif, le service d'ordre engagé pour la réunion du Conseil régional¹⁴ de Montréal a remis une balle à deux membres dissidents expulsés en leur expliquant que s'ils tentaient de revenir, ils l'auraient entre les oreilles!¹⁵ Cette anecdote n'est qu'un exemple des merveilleuses histoires du mouvement étudiant québécois reliées à la divergence idéologique. C'est finalement à l'automne 1976, lors du cinquième Congrès national à Hull, que le PCC(ml) est destitué des instances grâce à «putsch» pensé et organisé durant les six mois précédents. Dans ce climat politiquement instable survient la grève générale de 1978, initiée par le CEGEP de Rimouski. Malheureusement pour le syndicalisme étudiant, l'ANEQ n'en était pas à sa dernière crise.

La seconde crise éclate dans le contexte post-référendaire, vers 1981, quand un virage à droite inattendu vient modifier le visage du milieu étudiant. Il est en effet dû à une grande déception chez les nationalistes, entraînant deux visions du syndicalisme étudiant. Pour la première fois dans l'histoire du Québec, on remarque que les revendications de base du syndicalisme sont mises de côté par une grande partie des étudiant-e-s. La plate-forme progressiste traditionnelle étudiante est remise en question, et on assiste à un nouveau désir de collaboration avec le pouvoir, c'est-à-dire avec le PQ de René Lévesque.

¹⁴ Pour s'y retrouver dans les structures de l'ANEQ, l'organigramme est présenté en Annexe II.

¹⁵ BÉLANGER, Pierre. *Op cit.*, p.93

C'est cette nouvelle tendance qui entraîna également, pour la première fois, la division du mouvement étudiant en plus d'une organisation nationale. En plus de l'ANEQ, le Regroupement des Associations Étudiantes Universitaires (RAEU) et la Fédération des Associations Étudiantes Collégiales du Québec (FAECQ) font maintenant partie du paysage étudiant québécois, et sont fondées et dirigées par les jeunes péquistes. C'est donc à partir de ce moment qu'on remarque la «scission entre les résistants (ANEQ) et les raisonnables (RAEU-FAECQ)»¹⁶, qui durera jusqu'en 1986. La raison principale de l'effondrement des nouvelles organisations est l'arrivée au pouvoir des Libéraux, ce qui les empêche de jouer le rôle d'intermédiaires entre les étudiant-e-s et l'État. Outre le changement de gouvernement, cette année est aussi marquée par une importante grève générale offensive appelée par l'ANEEQ¹⁷. Ce débrayage a été appelé suite à des rumeurs qui voulaient que le nouveau Ministre de l'Éducation, Claude Ryan, ait l'intention de dégeler les frais de scolarité, d'imposer des frais afférents et de «rationnaliser» le régime de prêts et bourses. C'est d'ailleurs cette mobilisation qui donnera momentanément un second souffle à l'ANEEQ, car le gel fut maintenu.

Après une autre grève en 1988, qui fut un échec, l'ANEEQ se dirige vers la crise interne qui lui sera fatale. Elle survient en 1990, au moment où Ryan annonce qu'il dégèlera les frais de scolarité sous peu. Sans être tout à fait remise de la défaite précédente, l'ANEEQ n'a d'autres choix que de s'embarquer dans une grève générale mal organisée, et va même jusqu'à adoucir ses revendications. Il s'agit de l'échec le plus cuisant des étudiant-e-s dans l'histoire du Québec; les frais de scolarité augmentent de 350% d'un coup.

¹⁶ RENAUD, Benoît. Réflexions sur l'histoire du mouvement étudiant, 1995.

C'est donc suite à cette mobilisation manquée que l'ANEEQ se retrouve sur la pente descendante finale. Pour plusieurs personnes dans le milieu, il s'agit *de facto*, de la véritable date de la mort de cette organisation.

En théorie par contre, l'ANEEQ est marquée par quelques soubresauts avant de trépasser. Depuis le milieu des années 80, l'ANEEQ a été paralysée par la question nationale du Québec. En effet, c'est en grande partie la cause de la déconfiture graduelle de l'ANEEQ. Elle a entraîné la division du mouvement étudiant en plusieurs organisations au début des années 80, et à nouveau au début des années 90¹⁸. Il s'agit évidemment des Fédérations Étudiantes Collégiale et Universitaire du Québec (FECQ et FEUQ), telles que nous les connaissons encore aujourd'hui. Ces deux dernières sont d'ailleurs nées de l'acceptation de l'échec de la grève de 1990, ainsi que de la hausse des frais de scolarité. La question de la souveraineté du Québec a aussi suscité un clivage entre la base de l'ANEEQ et ses représentant-e-s, notamment au moment de la controverse qui entourait la loi 178 (qui venait modifier la loi 101, sur la langue et l'affichage). Finalement, nous pouvons mentionner que l'ANEEQ n'a jamais été dissolue à proprement dit; elle est devenue une organisation fantôme quand les instances se sont vidées et que les associations membres ont fui ses Congrès, n'étant plus désireuses d'assister aux guerres intestines¹⁹.

Le milieu étudiant se retrouve donc en 1993 avec les deux Fédérations comme seules organisations au Québec. Du simple fait que ces deux dernières soient nées de

¹⁷ Il est à noter qu'à partir de cette date (1986), l'ANEEQ s'écrit avec deux «E», car le nom a été changé pour inclure «Étudiantes et Étudiants».

¹⁸ *Idem*

¹⁹ Par exemple, la Société Générale des Étudiantes et Étudiants du Collège de Maisonneuve (SOGÉÉCOM) est toujours en 2000, procéduralement parlant bien sûr, affiliée à l'ANEEQ.

l'acceptation du triomphe de la vision économiste et élitiste de l'éducation, plusieurs associations étudiantes indépendantes décidèrent en 1994 de s'organiser entre elles pour s'opposer au projet de réforme Axworthy²⁰; il s'agit de la coalition X. Il est d'ailleurs important de spécifier que les Fédérations refusaient de se joindre à cette lutte. Cette coalition décidera par la suite, en 1995, de se définir sur des bases permanentes; elle deviendra le Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE).

Il s'agit au niveau national du plus jeune et du plus petit syndicat, en raison de l'expansion de la FECQ et de la FEUQ entre 1990 et 1995. On remarque aussi que les associations membres du MDE prônent un syndicalisme de combat, contrairement aux Fédérations. Il est aussi fortement inspiré (dans ses structures) par l'ANEEQ, quoique que plusieurs points soient tout à fait nouveaux pour le mouvement étudiant québécois²¹. Le MDE a connu son heure de gloire lors de la grève générale de 1996, car il en est l'instigateur. Ce mouvement national de débrayage a été causé par de nouvelles rumeurs de dégel des frais de scolarité, de l'instauration de frais supplémentaires pour les étudiant-e-s étranger-ère-s, ainsi que par la tenue du Sommet socio-économique tenu par le Parti québécois. Même si les gains sont minces au niveau de l'éducation suite à cette grève (gel des frais jumelé à l'instauration de la taxe à l'échec), le MDE a su prouver à la population étudiante du Québec que les Fédérations Étudiantes en place n'étaient pas en mesure de défendre leurs droits et leurs intérêts. En effet, la FECQ et la FEUQ participaient au fameux Sommet, elle fut ainsi forcée d'en sortir quand le mouvement de grève s'est déclenché (des

²⁰ Projet de réforme des programmes sociaux portant le nom du Ministre fédéral qui le présenta, qui proposait entre autres, qu'en éducation post-secondaire les transferts aux provinces soient remplacés par des prêts remboursables en proportion du revenu (PRPR).

²¹ La charte du MDE est fournie en Annexe III.

associations membres de la FECQ avaient leurs mandats de grève pour s'opposer à ce même Sommet!). Face au refus du gouvernement d'entendre le MDE, c'est la FECQ qui a récupéré la grève en négociant avec le PQ. Elle a d'ailleurs accepté une des mesures les plus élitistes qu'on ait vu en éducation: la taxe à l'échec. Cette mesure permet aux institutions de charger deux dollars par heure de cours aux étudiant-e-s qui échouent deux cours et plus. Elle s'inscrit de plus à l'intérieur d'un cercle vicieux²² pour les moins nanti-e-s de la population étudiante. Suite à cette grève, on assiste à une certaine radicalisation du mouvement étudiant québécois, mais celle-ci fut de courte durée.

À l'heure actuelle, outre les Fédérations et le MDE, une autre centrale syndicale est présente sur la scène québécoise: la Canadian Federation of Student-Quebec/Fédération Canadienne des Étudiantes et Étudiants - élément Québec (CFS-Q/FCEE-Q). Il s'agit de la division provinciale d'une organisation pancanadienne (Canadian Federation of Students, CFS). S'il n'a pas vraiment été question de cette organisation précédemment, c'est qu'elle reste très marginale au Québec. Les seules associations membres en ce moment sont la Concordia Student Union (CSU) et les études avancées (2e et 3e cycles) de l'Université McGill (PGSS). Les bases de cette organisation sont quelques peu différentes de celles du syndicalisme étudiant francophone «traditionnel». En effet, ses structures légèrement différentes leur viennent de l'organisation canadienne, ce qui peut rendre l'adhésion peu alléchante pour bon nombre d'associations étudiantes québécoises, où le nationalisme est très présent. Par exemple, les cotisations étudiantes versées, tant au niveau local que

²² Travailler pour étudier entraîne moins d'études, plus d'échecs, plus de frais, et donc plus d'heures de travail...

national, sont beaucoup plus élevées²³, ce qui permet la rémunération des militant-e-s élu-e-s.

Nous verrons plus en détail le fonctionnement ainsi que les problèmes reliés à chacune des quatre organisations syndicales présentes de nos jours (FECQ, FEUQ, MDE, CFS-Q/FCEE-Q), au cours des sections suivantes (2.2, 2.3 et 3.1).

1.3 Pourquoi le syndicalisme de combat en milieu étudiant

Quoique la réponse à cette interrogation puisse être implicitement incluse dans la partie précédente, nous insisterons ici sur certains points pour qu'aucun doute ne subsiste. En regardant le contexte historique de toutes les grandes mobilisations étudiantes, on peut s'apercevoir qu'il y a toujours la présence d'une organisation syndicale de masse qui se forme, qui appelle à la grève et/ou qui s'effondre.

Tout d'abord, la première grève générale étudiante, celle d'automne 1968, a été appelée et coordonnée par l'UGEQ. Comme nous l'avons vu, ce débrayage était considéré par les militant-e-s de l'époque comme un échec, mais il amena tout de même la création du réseau des Universités du Québec, ainsi que du premier régime d'aide financière étatique. De plus, les conclusions du rapport Parent préconisant l'accessibilité à l'éducation à tous les niveaux, pour tous et toutes, constituaient toujours un objectif jugé réalisable. Il faut toutefois noter que ce débrayage s'est tenu quelques mois seulement après les événements de mai 1968 en France, et que l'optimisme des étudiant-e-s frisait l'irréalisme. Il y eut aussi beaucoup de répression politique et policière durant la grève. Par exemple, au CEGEP de Maisonneuve, le journal étudiant (Trait d'Union) fut fermé par l'État, les enseignant-e-s et

²³ La cotisation d'affiliation à CFS-Q/FCEE-Q est de 8\$ par étudiant-e par année, contre 1\$ pour le MDE.

étudiant-e-s furent expulsé-e-s de l'institution²⁴. C'est donc face à cette désillusion que les militant-e-s sabordent eux-mêmes toutes les structures syndicales, les AGE et l'UGEQ. Aussi, on peut conclure à un excès de confiance des étudiant-e-s par rapport au travail de mobilisation. Jusqu'à la création de l'ANEQ en 1974, les CAP ne purent créer un mouvement de masse.

Ce n'est qu'après un travail exhaustif de reconstruction des structures que le mouvement revit lors de la grève contre les TAEU. Pour la seconde fois ici, on remarque que l'ANEQ, en tant qu'organisation syndicale nationale, fut pensée durant le débrayage étudiant, et mise en place peu après. Ce mouvement se terminera d'ailleurs par un gain, étant donné l'abandon du projet des tests en questions.

Ensuite, la mobilisation de 1978, quoique de moindre importance historiquement, amena lentement à la création du RAEU et de la FAECQ, par la divergence idéologique. Cette grève fut une initiative du CEGEP de Rimouski, en réaction à la réforme des prêts et bourses. L'ANEQ emboîta le pas malgré le fait que la coordination fût défailante. Elle n'entraîna pas de gains substantiels, mais sans non plus engendrer un recul incroyable.

Vint ensuite le débrayage monstre de 1986, l'année de la dissolution des organisations de 1981 (FAECQ-RAEU), ainsi que du regain de l'importance de l'ANEEQ. Encore une fois, cette dernière a appelé à la mobilisation générale, qui fut considérée comme une grande victoire en raison du gel des frais de scolarité. Le maintien de ces frais représentait cependant une promesse électorale du Parti libéral, ce qui éclabousse un peu la victoire.

²⁴ BÉLANGER, Pierre. *Op cit.*, pp.43 à 45

L'ANEEQ récidive deux ans plus tard avec une grève offensive qui représenta toutefois son premier échec. Elle commence aussi sa descente qui ne pourra jamais être freinée. Le mouvement étudiant essuie donc un important recul au niveau du régime de prêts et bourses. Une défaite encore plus dure attendait l'ANEEQ en 1990, lorsque malgré une grève générale, les frais de scolarité augmentent de 350%. La centrale syndicale étudiante légendaire ne pourra jamais se relever de cet échec et agonisera jusqu'en 1993. C'est aussi suite à cette mobilisation que les descendants idéologiques de la FAECQ et du RAEU voient le jour: les Fédérations étudiantes actuelles.

La dernière grève étudiante québécoise arriva en 1996, suite à la mobilisation du MDE. On ne peut dire à ce jour s'il s'agit d'un gain ou d'un échec, mais l'organisation et la volonté étudiante étaient présentes. En effet, si le maintien du gel des frais de scolarité est confirmé par la ministre Pauline Marois, cette dernière instaure aussi un plus grand nombre de frais afférents, ainsi que la taxe à l'échec.

Les conclusions à tirer suite à ces faits sont relativement simples, les gains substantiels ne se font que par une mobilisation générale effectuée par une organisation syndicale de combat. Malgré la popularité des groupes affinitaires, ils ont prouvé leur incapacité à unir les forces étudiantes. Cela s'explique entre autres par le caractère hétérogène de la classe à mobiliser. Un groupe très politisé de quelques personnes ne possède pas les moyens tant financiers qu'humains de regrouper les masses. Ensuite, on peut voir qu'aucun mouvement de grève important n'a pu être appelé et coordonné par des organisations plus réformistes, comme le RAEU, la FAECQ ou les Fédérations actuelles. Ceci peut possiblement s'expliquer par l'expression populaire «Négocié, c'est se faire fourrer!». Par contre, je crois personnellement qu'il s'agit bien plus de la nécessité de

revendiquer de façon permanente, selon les principes de bases du syndicalisme étudiant, et ce pour pouvoir obtenir des gains progressistes et constants.

2. Contexte actuel dans le mouvement étudiant québécois

Après avoir vu de façon sommaire l'histoire du syndicalisme étudiant, nous sommes plus aptes à jeter un regard analytique et critique sur ce qui se passe à l'heure actuelle. C'est donc dans cet esprit, en regard de l'histoire, que nous développerons sur le désintéressement de la population aux questions sociales, ainsi que sur l'état du mouvement étudiant.

2.1 Démobilisation au niveau étudiant et dans la société

Tout d'abord, cet état de fait peut paraître surprenant en regardant les attaques du néolibéralisme envers les programmes sociaux et les services publics et parapublics. De plus, le nombre de pauvres, de miséreux-ses et de personnes itinérantes augmentent sans cesse, sans que la population ne s'en indigne outre mesure. On remarque aussi un grand virage à droite, autant chez les particulier-ère-s que chez les gouvernements et les syndicats. En effet, un important individualisme est présent dans la population, les différents paliers de gouvernement semblent à genoux devant les investisseurs privés et les syndicats ont adopté un caractère plus corporatiste et semblent plus intéressés à leur portefeuille d'actions qu'à la lutte sociale. Malheureusement, on remarque que la majorité des étudiant-e-s ne fait pas bande à part, en suivant aussi la marche, sans se soucier du point d'arrivée... S'agit-il d'une conviction conformiste profonde, d'un manque de confiance ou simplement d'un manque d'information? Cette question est grandement étudiée par les sociologues, car depuis les années soixante, on n'a jamais vu une contestation aussi faible.

C'est ce que nous tenterons de voir dans cette section, dédiée au phénomène de démobilisation, tant chez les étudiant-e-s que dans la société. Cette analyse ne se veut toutefois pas une étude empirique, mais bien l'affirmation d'un fait, ainsi que quelques hypothèses pouvant possiblement éclairer la situation.

Il est impératif de prendre en considération plusieurs éléments pour comprendre les difficultés qu'éprouvent toutes les organisations progressistes à mobiliser les masses. Il faut aussi se rendre compte que la grande force contestataire des années 70, les jeunes, jouissaient d'une bien plus grande force démographique. Cette génération représentait un pourcentage non-négligeable de la population, donc il était normal de voir des dizaines de milliers de personnes descendre dans la rue pour une cause commune. D'autant plus que les jeunes de l'époque étaient en général beaucoup plus éduqué-e-s que la génération précédente. Au tournant du vingt-et-unième siècle, les étudiant-e-s sont beaucoup moins nombreux-ses, et ce sont les anciens jeunes qui forment la génération active, donc la génération au pouvoir. Il est beaucoup plus difficile pour un groupe minoritaire démographiquement d'amener l'ensemble d'une société au changement. Aussi, la génération *baby-boomers* jadis contestataire, n'a pas su transmettre ce désir de progrès à leur descendant-e-s, donc les gains réalisés dans le passé ont été pris pour acquis. Bref, l'aspect démographique joue probablement un certain rôle dans la démobilisation des étudiant-e-s.

Aussi, on peut noter un effet de dissuasion vis-à-vis de la politique contemporaine; la population semble se sentir impuissante devant les phénomènes énormes que sont la mondialisation des marchés, les inégalités sociales mondiales, la pauvreté, la faim, etc. Il y a ce raisonnement de : «Qu'est-ce que mon implication va changer?». Il est pourtant prouvé

qu'aucun pouvoir n'est plus puissant que celui de la population, quand elle s'unit, tant au niveau national qu'international. Les citoyen-ne-s se sentent comme David contre Goliath; ils-elles préfèrent tenter de s'en sortir le mieux possible, à titre individuel. Il s'agit en effet de la réaction la plus facile, car il est moins complexe dans nos sociétés capitalistes de se battre pour soi que pour l'ensemble de la population mondiale.

On peut s'interroger sur le niveau d'information que possède les étudiant-e-s, mais aussi la population en général. Quel est le principal moyen d'information dans nos sociétés? Les médias de masse, évidemment, qui sont souvent une branche d'une grande entreprise. Il ne leur est donc pas profitable de faire la promotion des idées de gauche. Le contrôle médiatique est un sujet très délicat, faisant référence à l'objectivité. Ce concept est difficile à cerner, car tout est empreint d'une certaine subjectivité. En fait, le plus haut niveau d'objectivité possible d'atteindre est de reconnaître sa subjectivité. Par contre, dans le cas des médias, la couverture des actions politiques est très aléatoire. Par exemple, si un journaliste est victime d'abus des policiers, on présentera les faits sous l'angle des manifestant-e-s. Mais s'ils ne réussissent pas à recueillir le témoignage de manifestant-e-s (ce qui est souvent le cas), ils présenteront l'action comme le fruit d'une bande de jeunes qui cassent tout... Il est aussi à noter que les journalistes ont tendance à ne prendre en considération que les déclarations faites par les forces de l'ordre pour comprendre l'événement. Cette version est très biaisée de par le fait que ces forces sont sur place pour maîtriser les manifestant-e-s; il serait impératif de la part des médias de chercher à savoir les visées d'une action quelconque. La population est, et c'est normal dans le contexte, beaucoup plus portée à croire ce qu'on dit à la télévision où ce qui est écrit dans le journal. Les moyens financiers influencent directement la crédibilité, car les grands médias

paraissent plus fiables qu'un tract distribué dans la rue. Dans les faits, par contre, l'information alternative n'est pas nécessairement biaisée. L'idée que se fait la population des causes principales d'une mobilisation est primordiale pour celle-ci, et la situation actuelle n'aide sûrement pas les organisations à intéresser les masses.

Un autre sujet glissant et délicat qui influence l'intérêt des gens à l'implication politique est la répression. Depuis les cinq dernières années, on assiste au Québec à une hausse de la répression politique. Il s'agit d'un sujet qui, quand il est dénoncé, fait réagir un grand nombre de personnes. Pour plusieurs, la répression est automatiquement symbole de dictature, ou de tout autre situation difficile à imaginer chez soi. Cependant, il faut spécifier que comme à peu près tout, la répression peut se faire à différentes échelles. La répression politique au Québec pourrait se définir comme la judiciarisation pour des motifs, ou dans le cadre d'actions politiques. Si à une époque relativement récente on assistait à l'arrestation des personnes soupçonnées d'avoir commis des gestes répréhensibles, on voit maintenant des arrestations massives de manifestant-e-s, souvent même très calmes et pacifistes. Par exemple, la manifestation du 23 septembre 1999 a donné lieu à plusieurs arrestations, dont des étudiant-e-s du Collège de Maisonneuve. Ces étudiant-e-s étaient en retrait du lieu où se faisait la casse. Cette répression politique a deux effets pervers pour la mobilisation : le coût et la peur de manifester. En effet, il est extrêmement onéreux pour les organisations de défrayer les frais d'avocat-e-s pour les arrêté-e-s dont elles sont responsables, ce qui les amène à deux options, soit elles arrêtent de payer (ce qui est contraire au principe de collectivisation), ou encore elles doivent y penser à deux fois avant de se lancer dans l'organisation d'une action.

C'est d'ailleurs le même principe pour la répression policière, qui est aussi plus présente depuis quelques années. On l'a vu avec les manifestations accompagnant le Sommet du Québec et de la Jeunesse, où la foule a été littéralement aspergée de gaz lacrymogène et de poivre de Cayenne. La manifestation d'opposition au G-20, en octobre, a aussi été marquée par l'intervention de l'escouade anti-émeute, accompagnée de la cavalerie du Service de Police de la Communauté Urbaine de Montréal (SPCUM). De plus, les images des grandes manifestations internationales sont épeurantes pour la majorité de la population, car elle assiste à des affrontements sanglants entre policier-ère-s et manifestant-e-s. Nous verrons en avril 2001 les manifestations contre le Sommet des Amériques, mais les techniques d'intimidation des forces de l'ordre laissent présager une grande répression... Si cet aspect des manifestations fait surgir une flamme activiste chez certain-e-s, il a un aspect dissuasif pour d'autres.

Bref, plusieurs éléments sont à prendre en considération si on veut expliquer le fait qu'il y ait une démobilitation au sein de notre société. Nous en avons énuméré quelques uns, mais de façon très brève, si on considère que plusieurs sociologues se penchent sur cette question depuis des années. Ce qu'il faut retenir de cette partie, c'est que la mobilisation est beaucoup plus difficile de nos jours, et cela découle de plusieurs facteurs influents.

2.2. Le corporatisme et la concertation en milieu étudiant

Bien que le corporatisme puisse donner des résultats dans certains cas, comme la Fraternité des policiers qui jouit d'un pouvoir presque sans borne sur le gouvernement, il laisse à désirer dans le milieu étudiant. Une des caractéristiques importantes de la classe étudiante étant son hétérogénéité, les divergences d'intérêts se multiplient et le

syndicalisme devient, par le fait même, plus difficile. Il faut cependant comprendre qu'avant d'être étudiant-e-s, nous sommes aussi des hommes, des femmes, des Noirs, des riches, des pauvres, etc. En fait, nous sommes d'abord et avant tout des êtres humains différents, vivant des réalités différentes. Il y a beaucoup plus de convergences entre les médecins, par exemple, qu'entre les étudiant-e-s. De plus, les étudiant-e-s sont presque tous des futur-e-s enseignant-e-s, technicien-ne-s, ou autres, c'est-à-dire qu'ils-elles forment la société de demain. Une génération entière ne peut être corporatiste, car elle ferme ensuite les yeux sur la vie, sur son avenir. C'est pourquoi les luttes ouvrières, sociales, ou autres luttes progressistes ne peuvent être ignorées par les étudiant-e-s. Par contre, nous allons voir ici que le corporatisme existe tout de même en milieu étudiant. Comme la FAECQ et le RAEU dans les années 1980, il existe encore des organisations qui préconisent la concertation avec le gouvernement en ce qui a trait à l'éducation.

À l'heure actuelle, les organisations étudiantes corporatistes se retrouvent surtout dans certaines associations étudiantes indépendantes, qui se préoccupent essentiellement de leurs membres en leur offrant des services. Si ce côté des associations n'est pas à négliger, il ne devrait pas être le seul à exister non plus. En effet, offrir des photocopieurs, micro-ondes, partys, ou agendas aux membres est excellent pour les syndicats, car cela leur donne une meilleure visibilité auprès des membres. Cette forme de corporatisme, quoique peu souhaitable pour le progrès social, est peu dangereux pour le syndicalisme étudiant.

Par contre, le type de corporatisme plus dommageable est celui qui fait abstraction des autres facettes de la société. Un bon exemple pour expliquer ce fait est contenu dans les coupures en éducation (1,9 milliard au Québec depuis 1994). Il est évident qu'il faut dénoncer ces coupures en soi, mais il faut aussi reconnaître qu'elles s'inscrivent dans la

logique néolibérale du Déficit Zéro. C'est le même principe pour les frais afférents, la taxe à l'échec, les Sommets (Socio-économique, de la Jeunesse, des Amériques), qui sont tous des symboles de la mondialisation des marchés et qui touchent l'ensemble de la population mondiale, dont font partie les étudiant-e-s. On peut entre autre illustrer ce type de corporatisme par l'idée suivante, lancée par un membre de la FECQ lors d'un Conseil d'administration, au début de l'automne 2000; l'abolition des postes d'employé-e-s de soutien pour créer des jobs d'étudiant-e-s au salaire minimum. On sait que même si cela éviterait des dépenses à l'État, ce serait terrible pour les employé-e-s de soutien, qui se sont déjà fait-e-s charcuter. C'est par ces commentaires plus réactionnaires que ceux du gouvernement lui-même que ces organisations se sont vues affublées du surnom de «droite étudiante». Ce phénomène de corporatisme étudiant est souvent accompagné de l'abandon des revendications progressistes au niveau social, ce qui mène directement à la concertation avec le gouvernement.

Cela nous permet de jeter un regard critique sur les deux Fédérations étudiantes présentes actuellement, la FECQ et la FEUQ, qui ont prouvé à maintes reprises leur lien étroit avec le gouvernement péquiste. Leur création a été le fruit de jeunes péquistes nostalgiques du bon vieux nationalisme en milieu étudiant. Aussi, plusieurs personnes haut-placées dans ces organisations se sont retrouvées avec des postes au sein du Parti Québécois. De plus, les membres des exécutifs bénéficient d'une plus grande générosité au niveau de l'aide financière aux étudiant-e-s. Nous arrêterons ici l'énumération, même si ce texte aurait pu être centré sur les liens entre le Parti Québécois et les Fédérations étudiantes en place.

Une des conséquences directes de cette collaboration avec le gouvernement est le recul des revendications étudiantes. Comme la FAECQ et le RAEU en leur temps, la FECQ et la FEUQ ne se sont jamais réclamées des principes de base du syndicalisme étudiant, comme, par exemple, la gratuité scolaire. Aussi, comme il a été mentionné en 1.3, l'abandon de ces revendications n'a jamais été bénéfique pour le mouvement étudiant. Cela peut en partie s'expliquer par une phrase célèbre de Che Guevarra : «Soyons réalistes, exigeons l'impossible!». C'est-à-dire qu'on ne peut espérer faire de gains si on revendique le statu quo.

Examinons justement le résultats des deux dernières grandes négociations des Fédérations étudiantes avec le gouvernement Bouchard. En 1996, après avoir été forcée par la base à prendre la rue, le gouvernement a déclaré ne vouloir négocier qu'avec ses (sic) Fédérations. C'est donc suite à ces négociations que le gouvernement instaura la taxe à l'échec, et la FECQ comme la FEUQ en furent assez satisfaites pour mettre fin à la grève. Maintenant, en 2000-2001, voyant que plusieurs associations (dont certaines de leurs membres) boycottent cette mesure, elles délient les cordons de leur bourse pour récupérer ce mouvement. Il s'agit d'une situation assez éloquent, une organisation acceptant de manière vichyssoise une mesure contre laquelle elle s'insurge tout à coup quatre ans plus tard...

Voyons maintenant la situation de février 2000, au Sommet du Québec et de la Jeunesse, où les Fédérations étaient présentes à la table de négociation. Ce Sommet était d'ailleurs très risqué pour le PQ car la formule était décriée par plusieurs groupes et même critiquée par certains médias. Au moment du Sommet, ces deux Fédérations jouissaient d'un très grand rapport de force politique face au gouvernement. Elles n'ont cependant pas

su en prendre conscience à temps. Rappelons la situation: plusieurs milliers de personnes dans la rue, se faisant asperger de gaz lacrymogène par la police de Québec pour avoir dénoncé le Sommet; la FECQ et la FEUQ à l'intérieur, devant un gouvernement qui avait tout à perdre, ou tout à gagner. Les ministres offrent un milliard pour l'éducation, ce qui offrait aux Fédérations l'opportunité d'exiger au moins le double sous la menace de se retirer. Au contraire, faisant fi des règles élémentaires de la négociation (refuser la première offre), elles acceptaient en allant même jusqu'à déclarer qu'il s'agissait de «de la grosse argent!». Ridiculisé ensuite par la population étudiante, le président de la FECQ démissionne une semaine après la tenue du Sommet «historique».

De l'ensemble de ces faits, nous pouvons conclure que le syndicalisme étudiant doit éviter de tomber dans un moule corporatiste ainsi que dans la collaboration avec le gouvernement en place. De plus, une organisation syndicale ne peut se permettre de modifier son comportement envers l'un ou l'autre des partis politiques québécois, mais se doit d'être prête à défendre les étudiant-e-s. Elle ne doit pas non plus mettre les ambitions de carrière de son exécutif devant ses principes de base.

2.3 Les problèmes du MDE en tant qu'alternative

Nous avons vu antérieurement que le Mouvement pour le Droit à l'Éducation a été créé pour répondre à la demande de la gauche étudiante pour un syndicalisme de combat. Le contexte de sa fondation est aussi un peu lié à son échec, car il vit le jour dans le but de s'opposer aux Fédérations au moment même où la FECQ et la FEUQ étaient à leur apogée. En 1995, suite à la lutte pancanadienne contre la réforme Axworthy, les militant-e-s étudiant-e-s commencèrent à vouloir une organisation syndicale plus radicale. Cependant,

la FECQ et la FEUQ jouissaient d'un bon appui des souverainistes, car elles appuyaient officiellement le OUI au référendum, très frais dans la mémoire collective.

La première crise du MDE est survenue en 1997, après la mobilisation pour le Plan G. Cette action était une action non-violente où les militant-e-s refusaient de bouger de devant le complexe G, contrairement à ce que demandaient les policiers. Le but de l'opération était de se faire arrêter en se laissant «le plus mou possible», en forçant donc les policiers à les traîner dans les fourgons et ensuite en prison. L'organisation comme le déroulement même de l'action n'ont pas posé de problème particulier, mais les membres de l'exécutif en place oui. En fait, un groupe de personnes s'étaient fait élire en fonction de cette action, pour démissionner en bloc le lendemain, ce qui eut comme effet immédiat de plonger le MDE dans une situation critique pendant quelques mois. On peut presque dire que ces personnes ont utilisé le Mouvement pour leurs intérêts personnels.

Aussi, depuis la fin de l'engouement pour le MDE suite à la grève de 1996, plusieurs facteurs ont causé sa perte. Par exemple, la question des groupes affinitaires a refait surface et minée de l'intérieur cette organisation. En fait, les tendances divergentes ont réussi à cohabiter au sein du MDE jusqu'à l'été 1999. Le conflit a éclaté au moment de la préparation de la mobilisation de l'automne suivant, qui fut d'ailleurs un lamentable échec. Certaines personnes voulaient diriger le MDE comme un groupe affinitaire, c'est-à-dire sans se soucier des mandats du Congrès ou des associations membres. Cette vision qu'on pourrait décrire comme «d'élite éclairée» a été vertement décriée par les associations étudiantes membres, ce qui a entraîné un grand nombre de militant-e-s à décider de ne plus s'impliquer au sein de l'organisation.

D'ailleurs, comme le montre l'organigramme du MDE, les membres individuel-le-s ont beaucoup de pouvoirs au sein de l'organisation, comme de s'impliquer dans les différents comités qui représentent le coeur du mouvement. Si l'idée des membres individuel-le-s, une première dans le mouvement étudiant québécois, découlait d'un beau principe théorique (soit que des militant-e-s puissent s'impliquer, même si leurs associations étudiantes locales n'étaient pas membres, et ainsi promouvoir l'organisation dans leurs institutions d'enseignement), nous allons voir qu'en pratique, cela cause beaucoup de problèmes. Tout d'abord, cette situation engendre la problématique suivante: les associations membres ne se sentent pas maîtres de leur organisation. Par exemple, un regroupement de membres individuel-le-s qui sont des militant-e-s de la première heure du MDE peuvent avoir, en Congrès, un énorme poids officieux. Aussi, les membres individuel-le-s, s'ils-elles sont bien organisé-e-s, peuvent noyauter un comité de travail et ainsi orienter à leurs façons certaines facettes de l'organisation. Cette situation s'accompagne donc d'une difficulté à rejoindre la base.

Ce n'est par contre pas le seul élément qui a favorisé l'éloignement de la base, car on remarque qu'il n'y pas eu énormément d'associations étudiantes régionales membres du MDE. En fait, en dehors de Montréal et de Québec, l'organisation n'a jamais eu d'assises solides, ce qui entraîna une centralisation des pouvoirs. Il s'agit d'une contradiction évidente au sein d'un syndicat national, car il en oublie les luttes à caractère régional. Même dans la région de Québec, les assises n'ont jamais été très solides, les associations préférant travailler main dans la main avec le MDE quand cela faisait l'affaire, mais sans être redevable devant le Congrès. On se doute qu'un syndicat ne peut aller très loin quand il éprouve des difficultés à rejoindre la base des étudiant-e-s.

Finalement, de tous ces facteurs en découle un autre de nature administrative, le manque de fonds. Il est évident que le budget d'une centrale varie selon son membership et le MDE n'a jamais eu moins de membres actif-ve-s qu'à l'heure actuelle depuis sa fondation. Cela a pour effet de le placer dans une situation financière précaire. De plus, n'étant pas accrédité, la responsabilité financière est directement imputée aux membres de l'exécutif. Les dettes s'accumulant, qui voudrait, malgré une grande volonté de changement, tenter de remonter le MDE? Le manque de fonds entraîné par le manque de membres est un cercle vicieux car il est onéreux de produire du matériel d'information de qualité et de faire des tournées promotionnelles dans l'ensemble du Québec et tenter, de cette façon, d'augmenter le membership.

C'est donc notamment pour l'ensemble de ces raisons que le MDE n'est plus viable et le changement à l'interne serait inutile, son agonie ayant atteint le point de non-retour. Le manque de ressources, tant humaines que financières, est le fruit de guerres idéologiques intestines, de mauvaise gestion ainsi que d'un problème de «timing».

3. L'importance d'une nouvelle organisation

L'époque qui a été marquée par la plus importante contestation, les années 1970, est bel et bien terminée. Par contre, le contexte actuel est complètement différent, et il faut éviter de prendre au pied de la lettre les leçons de l'histoire. Ce n'est pas parce que le contexte est difficile pour la mobilisation dans la société que le syndicalisme étudiant doit mourir; au contraire, il doit revenir en force. Nous tenterons ici de démontrer l'importance, voire même la nécessité d'une nouvelle organisation de type syndical dans le paysage étudiant québécois actuel. C'est donc par rapport à la situation présente, et en regard de

l'histoire, que nous nous devons de faire cette démonstration. Nous commencerons donc par expliquer l'échec des organisations actuelles à promouvoir le syndicalisme étudiant. Ensuite, nous verrons sur quelles bases doit se fonder la nouvelle organisation pour pallier les problèmes vécus par les autres organisations. Finalement, nous verrons en quoi le contexte actuel est favorable, malgré les apparences, à la mise sur pied de cette organisation.

3.1 L'incapacité des organisations en place à regrouper les étudiant-e-s

Tout d'abord, commençons avec les Fédérations étudiantes, même si nous avons mis en lumière antérieurement plusieurs de leurs limites, il faut maintenant montrer qu'elles sont vouées à la dissolution. Comme la FAECQ et le RAEU, ces organisations ne peuvent se maintenir que quand le Parti Québécois est au pouvoir, ce qui n'en fait pas des organisations solides. Aussi, il ne reste qu'un peu plus d'un an au mandat actuel du gouvernement, et un troisième mandat pour le PQ est loin d'être assuré, étant donné ses nombreuses politiques ayant mécontenté la population québécoise. La FECQ et la FEUQ auraient alors beaucoup plus de difficulté à s'installer dans le siège de l'intermédiaire entre les étudiant-e-s et le gouvernement. De plus, leur popularité s'effrite de plus en plus à l'intérieur des associations générales locales. Par exemple, depuis l'hiver 2000, la menace d'une désaffiliation de l'Association Générale des Étudiants des Secteurs de Sciences Humaines, Arts, Lettres et Communication de l'UQÀM (AGESSHALCUQAM) de la FEUQ plane, et cette guerre menée par des étudiant-e-s qui ne sont pas à l'exécutif de l'association est pourtant répandue. Aussi, des associations collégiales, comme Rouyn-Noranda et Sherbrooke, ont été poursuivies en justice par la FECQ, qui n'acceptait leur désaffiliation. Qui peut vouloir d'un syndicat qui intente des poursuites à ses membres?

D'ailleurs la FECQ ne compte maintenant que 10 associations membres, dont deux en processus de désaffiliation. Leur collaboration avec le gouvernement et leur négociations douteuses ont d'ailleurs fortement contribuées à leur déclin, notamment dans le cas de la taxe à l'échec et celui du Sommet du Québec et de la Jeunesse.

Le Mouvement pour le Droit à l'Éducation est lui aussi dans un état critique. On pourrait même dire qu'il est cliniquement mort, car il ne vit que par ses comités de travail, qui sont presque tous vides. En fait, il n'y a plus d'exécutif, et seul le comité international continue de fonctionner, mais seulement en fonction de l'organisation de la Deuxième Rencontre Internationale Étudiante pour une éducation gratuite, libre et de qualité²⁵. De plus, sur les quatre membres officiels de l'organisation, deux ont arrêté de payer leurs cotisations, jugeant qu'ils ne recevaient plus les services promis. Aussi, les factures impayées fusent de toute part, comme une armée de cadavres sortant du placard...

Enfin, la dernière organisation du paysage québécois, la CFS-Q/FCEE-Q, ne regroupe que deux membres. Comme nous l'avons mentionné, elle n'a jamais percée dans les institutions francophones, à cause, notamment, d'une administration différente. Cette fédération est, à l'origine, une division d'une organisation pancanadienne ayant un lourd passé de structures ultra-bureaucratiques. Bien que l'élément Québec soit le plus progressiste au Canada, certaines caractéristiques sont incompatibles avec la tradition du syndicalisme étudiant québécois. Entre autres, la rémunération des membres des exécutifs locaux et de ceux de l'exécutif national pose un certain problème. Aussi, les perpétuels conflits avec la CFS/FCEE Canada apparaît peu tentante pour beaucoup d'associations

²⁵ En avril dernier, se tint à Mexico la première Rencontre, suite à la grève de onze mois de l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM), où il fût décidé de récidiver au Québec dans le cadre du Sommet des Amériques, en avril 2001.

étudiantes québécoises. Une tentative de fusion avec le MDE a été tentée dans les dernières années, mais les compromis n'ont jamais pu venir à bout des divergences de fonctionnement fondamentales. Cet essai s'est conclu par une alliance dans les luttes, et une aide financière de la CFS-Q/FCEE-Q pour le MDE. Bref, cette organisation, quoiqu'idéologiquement intéressante, n'est pas appropriée pour être une véritable alternative nationale.

Si l'on considère qu'aucune des organisations en place ne peut répondre au besoin d'une organisation syndicale nationale, il faut donc en fonder une. Cependant, elle doit convenir à l'ensemble des étudiant-e-s du Québec, en ne répétant pas les erreurs qui ont été soulignées dans cette section.

3.2 Pallier les problèmes actuels

En effet, s'il faut mettre sur pied une nouvelle centrale, il faut prendre les différents problèmes des organisations actuelles en considération. Elle doit aussi permettre un rapport de force envers l'État pour amener à des gains, par le biais d'une lutte permanente. Donc, si nous regardons dans le passé, nous voyons la nécessité que l'organisation en question soit de type syndical, de combat. L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante a été pensée pour répondre à ces besoins.

Cette affirmation nous vient de l'incapacité des groupes politiques et affinitaires à coordonner une mobilisation générale. Il en va de même pour la tendance vers le syndicalisme jaune, car si on veut obtenir des gains, on doit avoir les revendications de base. On remarque aussi qu'aucune grève dans l'histoire n'a été menée par une organisation à la solde du gouvernement, et c'est simple à expliquer: on ne mord pas la main qui nous

nourrit. On peut donc affirmer que les revendications doivent être progressistes, c'est-à-dire en accord avec les principes de base du syndicalisme étudiant.

De plus, l'expérience du MDE nous montre que les membres individuel-le-s amènent plus de problèmes que d'aide, surtout au niveau national. Les structures de l'ASSÉ²⁶ doivent donc éliminer la présence de ceux-ci et de celles-ci au sein de ses instances, en ne prenant que des associations générales (AGE) comme membres, sous le principe d'un vote par association membre au Congrès

Le MDE et la CFS-Q/FCEE-Q ont montré qu'une décentralisation des pouvoirs de Montréal vers les régions est nécessaire pour que ces dernières se sentent membres à part entière. Aussi, étant donné le budget plutôt restreint des associations locales dans les régions, la question de la rémunération des militant-e-s est exclue. Des associations de quelques centaines d'étudiant-e-s (par exemple, Amos, qui a environ 160 membres) ne pourraient jamais payer plus de deux dollars de cotisations par étudiant-e par année. Pour marquer cette décentralisation, des Conseils régionaux comme ceux de l'ANEEQ doivent être inclus dans les structures de l'ASSÉ. Ces instances régionales doivent aussi bénéficier d'une certaine autonomie face au pallier national. En effet, environ le quart des cotisations serait distribué entre les Conseils régionaux, pour permettre des luttes à caractère régional, ainsi que la mise sur pied de matériel d'information. En fait, les associations régionales doivent sentir que l'ASSÉ leur appartient au même titre qu'aux associations de la région métropolitaine, sous le principe d'une démocratie la plus directe possible.

L'ANEEQ, quant à elle, nous a appris que le contrôle idéologique des instances par un groupe politique peut être extrêmement dangereux. Évidemment, le contexte actuel n'est

²⁶ Un projet de Statuts et Règlements de l'ASSÉ a été mis sur pied.

pas aussi critique que dans les années 1970, mais il faudra porter une attention à ce que l'organisation défende l'ensemble de ses membres, et ce, sans se baser sur des orientations politiques, philosophiques ou religieuses. Bien qu'il soit impossible d'empêcher à proprement dit, un groupe de noyauter les instances, il faudra être vigilant-e-s, car une organisation aussi solide que l'ANEEQ s'est effondrée en raison des conflits idéologiques.

Bref, les Statuts et Règlements de la l'ASSÉ doivent avoir été étudiés minutieusement, pour assurer que les problèmes actuels et passés ne se retrouvent pas en son sein.

3.3. Conjoncture mobilisante idéale

La société actuelle, comme nous l'avons mentionné plus haut, est profondément marquée par le néolibéralisme et les attaques de la droite, au Québec comme ailleurs. Nous avons aussi cité la mondialisation des marchés, la répression politique et policière et le contrôle médiatique comme des facteurs dissuasifs à l'implication. Par contre, ce qui a été volontairement omis, c'est qu'accompagnés d'un énorme travail d'information, tous ces facteurs peuvent faire tourner la vapeur. Tous ces facteurs sont des motifs de luttes sociales. En effet, il est possible d'amener les étudiant-e-s à un plus grand désir de reprendre la place qui leur est due dans la société. Il s'agit effectivement d'un difficile mandat, mais toutefois réalisable. En effet, ce qu'on pourrait appeler «la mondialisation de la résistance», jouit d'un grand tapage médiatique. Comme cela a été le cas dans la dernière année, les grandes rencontres internationales, systématiquement accueillies par des manifestations, aident la population à remettre en question les fondements même du néolibéralisme. Il est donc nécessaire pour une nouvelle organisation de savoir utiliser l'engouement pour l'activisme, et ainsi se servir des grands événements comme d'un tremplin.

Aussi, nous avons assisté à la plus grande mobilisation depuis 1996 en février dernier, lors du Sommet du Québec et de la Jeunesse. Le Sommet des Amériques d'avril 2001 arrive à grands pas; il paraît donc important qu'une centrale syndicale étudiante se joigne au mouvement de contestation. Il ne s'agit pas ici de récupérer les efforts effectués par d'autres militant-e-s, mais bien d'appuyer leur lutte, tant au niveau idéologique que physique. En fait, il sera bénéfique à l'ASSÉ de naître dans un contexte d'effervescence militante, car elle pourra amener du sang neuf au mouvement. D'autant plus que, historiquement, il est prouvé qu'une mobilisation est idéale pour jeter les bases d'une organisation de masse.

Enfin, le dernier et le plus important des facteurs favorables à la mise sur pied de la nouvelle organisation est la présence d'une demande. Il s'agit du principe de base en économie: la loi de l'offre et de la demande. On remarque un grand nombre d'associations étudiantes locales qui prennent conscience de la nécessité de s'unir sur de nouvelles bases. C'est le cas de plusieurs coalitions, à caractère régional ou non, comme la Coalition Étudiante du Montréal-Métropolitain (CEMM), le Forum des Associations Étudiantes (FAE) ou encore le Regroupement des Associations Générales Étudiante de l'Est (RAGE de l'Est). Toutes ces coalitions se sont formées sur l'idée de regrouper les associations sans avoir à être redevables devant les organisations en place. D'ailleurs, il s'agit d'une règle du FAE que de ne pas comporter de membres des exécutifs nationaux... Des coalitions régionales, comme celles de Montréal et de l'Est, seraient évidemment une bonne base pour les comités régionaux de l'ASSÉ. Selon le projet de Statuts et Règlements (en annexe), des associations non-membres peuvent d'ailleurs être incluses dans les comités régionaux, à la

discrétion de ceux-ci. Il y a aussi un nombre sans cesse croissant d'associations indépendantes, c'est-à-dire affiliées à aucun des syndicats nationaux présents.

En regard de ces faits, on voit clairement que le contexte est idéal pour lancer une nouvelle organisation, et ce dès maintenant, car il y a une demande importante, et le mouvement étudiant s'enlène vers une mobilisation massive s'inscrivant dans le contexte de la contestation mondiale.

Conclusion

Somme toute, nous pouvons rappeler qu'il est important de tenir en ligne de compte les leçons de l'histoire. Mais il importe également de bien analyser le contexte actuel pour amener des solutions à un problème de cette ampleur. Les attaques incessantes contre l'éducation publique et gratuite fusent de toutes parts depuis 1990. De plus, nous devons craindre un nouveau dégel des frais de scolarité suite aux prochaines élections. Les quatre organisations n'ont pas été en mesure de vaincre ces offenses envers la société. Par contre, on ne peut en conclure à l'inutilité d'une organisation nationale, car elle permet le rapport de force pour répondre aux attaques nationales. On remarque aussi un grand besoin de coordination pour les luttes actuelles et pour la conservation de nos acquis sociaux. Il y a une demande, au niveau du nombre d'instances qui se créent en marge des Fédérations ou du MDE. Si on considère que le mouvement est dans un état critique en partie en raison des organisations en place, et que l'histoire a prouvé qu'aucun changement n'est possible sans une centrale syndicale de combat en milieu étudiant, nous devons accepter aussi l'idée que de mettre une nouvelle organisation sur pied est nécessaire. Ce syndicat se doit, par contre, de régler les problèmes qui ont miné les organisations présentes et passées, car sinon, il

s'agit d'un travail ardu qui aboutira à un retour en arrière. Une place importante de la structure doit être élaborée en fonction des régions, dans une optique de décentralisation. Il faut aussi que la mise sur pied se fasse au cours de l'année présente, car le contexte actuel y est favorable.

NOTE

Ce texte a été rédigé durant la session d'automne 2000. Cela explique que plusieurs éléments des points 2 et 3 soient moins d'actualité au moment de l'adoption. Entre autres, toute l'analyse des faits entourant la mobilisation contre le Sommet des Amériques ne figure pas ici et devrait faire l'objet d'un autre document de réflexion.

Bibliographie

ANONYME. Syndicalisme et éthique militante: la philosophie du MDE.

À PROPOS D'ÉDUCATION. Québec: Recherches féministes, 1988 volume 1 numéro 1. 158 p.

BÉLAND, Paul. Les attentes des étudiants de niveau collégial, traduction scolaire d'un milieu socio-économique. Québec: Service général des communications du ministère de l'Éducation, 1974. 67 p.

BÉLANGER, Pierre. Le mouvement étudiant: son passé, ses revendications et ses luttes (1960-1983). Montréal: Association Nationale des Étudiantes et Étudiants du Québec, 1984. 208 p.

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC. «La société d'aujourd'hui et l'enseignement» in W. BÉLANGER, Pierre et ROCHER, Guy. École et société au Québec. Montréal: Éditions HMH, 1970. 465 p.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION. Pour la réforme du système éducatif: Dix années de consultation et de réflexion. Montréal: Conseil supérieur de l'éducation, 1995. 64 p.

DANDURAND, Pierre et FOURNIER, Marcel. Conditions de vie de la population étudiante universitaire québécoise. Montréal: Direction générale de l'enseignement supérieur, 1979. 263 p.

DRAVET, Henri. Le droit syndical. Syndicat contre patron. Paris: Éditions universitaires, 1972. 189 p.

EN COLLABORATION. Combats étudiants dans le monde. Paris: Éditions du seuil, 1968. 310 p.

F. WHITE, Sylvester. «Bilan économique et la démocratisation de l'enseignement» in W. BÉLANGER, Pierre et ROCHER, Guy. École et société au Québec. Montréal: Éditions HMH, 1970. 465 p.

GAGNÉ, Gilles et al. Main basse sur l'éducation. Montréal: Éditions Nota bene, 1999. 294 p.

GÉRIN-LAJOIE, Paul. Pourquoi le bill 60. Montréal: Les Éditions du jour, 1963. 142 p.

HUDON, Raymond et al. Jeunesses et politique : mouvements et engagement depuis les années trente. Sainte-Foy: Les presses de l'université laval, 1994. 454 p.

MARCELLIN, Raymond. L'ordre public et les groupes révolutionnaires. Paris: Plon éditeur, 1969. 124 p.

MARSAN, Benoit. Pourquoi le syndicalisme étudiant, 2000.

MARX, Karl et ENGELS, Friedrich. Manifeste du Parti communiste. Paris: Éditions Milles et une nuits, 1994. 77p.

MC ANDREW, Machael. «Le syndicalisme étudiant québécois», Parti Pris, vol. 2, no 6 (février 1965).

MÉMOIRE DU MOUVEMENT POUR LE DROIT À L'ÉDUCATION (MDE) PRÉSENTÉ AUX ÉTATS GÉNÉRAUX SUR L'ÉDUCATION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. Le droit à l'éducation à l'ère de l'information, octobre 1995.

PROCÈS-VERBAL DU II ÈME CONGRÈS ANNUEL DU MDE. 1996.

RAPPORT MORAL DE L'EXÉCUTIF PRÉSENTÉ AU III ÈME CONGRÈS DU MOUVEMENT POUR LE DROIT À L'ÉDUCATION.

RENAUD, Benoît. Chronologie approximative du mouvement étudiant québécois, 1996.

RENAUD, Benoît. Chronologie du MDE, automne 1995.

RENAUD, Benoît. Réflexions sur l'histoire du mouvement étudiant, 1995.

SÉNÉCHAL, Gilles. La décentralisation en éducation: situations et conditions de développement. Québec: Direction des communications du Conseil supérieur de l'éducation, 1993. 42 p.

SYNDICAT ÉTUDIANT UNITAIRE ET LAÏQUE. *Bases fondamentales du syndicalisme étudiant*, [En ligne]. Adresse URL:
http://www.seul.asso.fr/publication/publications_accueil.html